Un « musée national d'antiquités orientales » à Strasbourg ? Histoire d'un projet

Bernadette Schnitzler

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/alsace/1506>

DOI : 10.4000/alsace.1506

ISSN : 2260-2941

Éditeur

Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2007

Pagination : 505-511

ISSN : 0181-0448

Référence électronique

Bernadette Schnitzler, « Un « musée national d'antiquités orientales » à Strasbourg ? Histoire d'un projet », *Revue d'Alsace* [En ligne], 133 | 2007, mis en ligne le 10 novembre 2011, consulté le 22 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/alsace/1506> ; DOI : 10.4000/alsace.1506

Un « musée national d'antiquités orientales » à Strasbourg ? Histoire d'un projet

A un moment où il est beaucoup question de décentralisation des collections des grands musées et où de très beaux projets sont menés par le Louvre ou le Centre Georges Pompidou avec de grands musées en région, il a paru intéressant d'évoquer une idée pionnière en ce domaine ... bien qu'elle n'ait malheureusement pas trouvé sa concrétisation strasbourgeoise.

1963 : les prémisses

A l'initiative d'André Parrot, Conservateur en chef du département des Antiquités Orientales du Louvre, naît en effet en 1963 le projet de création en province d'un grand musée d'antiquités orientales décentralisé, à partir de collections issues des réserves du Musée du Louvre¹. Le soutien immédiat d'André Malraux pour cette action de décentralisation culturelle fait démarrer le projet dans l'enthousiasme. Deux villes sont pressenties : Marseille, ville du Midi et « porte de l'Orient » et Strasbourg. Ajaccio est mentionnée également un court moment, mais la nécessité de la présence d'un pôle universitaire important écarte rapidement cette troisième hypothèse. Le dépôt envisagé est important, puisque la création possible de huit salles (avec des antiquités de Syrie, de Palestine, de Chypre) est évoquée dès l'origine dans un courrier adressé au maire de Strasbourg, Pierre Pflimlin, en mars 1964².

Le projet s'oriente en effet rapidement vers Strasbourg, en raison d'un contexte universitaire très favorable, d'une situation renforcée par le caractère européen de la ville et de la proximité de l'Allemagne. Le lien établi dès l'origine avec la recherche

1) Dossier conservé aux Archives Municipales et Communautaires de Strasbourg sous le n° 519 MW 242-243. Très grand merci à Laurence Perry, Directrice des Archives, et à Benoît Jordan, Conservateur, pour leur accueil et leur aide dans cette recherche.

2) Courrier du 2 mars 1967 signé de Me R. Garnon.

et l'enseignement universitaire contribue également à ce choix grâce à une tradition strasbourgeoise de recherches en antiquités orientales bien établie, que Victor Beyer, directeur des Musées de Strasbourg, ne manque pas de souligner³ : études byzantines sous l'impulsion de Grabar, Lassus, Schlumberger, études proche-orientales et égyptienne avec Euting et Montet, puis Schaeffer et Leclant. La présence de collections régionales importantes est également soulignée : papyrus de la Bibliothèque Nationale et Universitaire, collections de moulages antiques, collection d'égyptologie... et la présence d'une faculté de Théologie et d'un enseignement d'histoire des religions en parfaite adéquation avec la présence de collections en relation avec les « pays de la Bible ».

1968 : le premier pas

Le 22 avril 1968 se tient au Louvre une grande réunion entre des représentants des Musées (Mrs Chatelain, Parrot, Quoniam, Chamoux), de l'Université des Sciences Humaines (M. le Recteur Bayen, M. le Doyen Livet, MM. Amandry et Grodecki) et de la Ville de Strasbourg (R. Heitz, adjoint au maire chargé de la Culture, MM. Adam, secrétaire général, et Werner). De nombreux points y sont évoqués, parmi lesquels :

- le statut du futur établissement : musée national en province ? musée municipal ou universitaire ?

- le cadre universitaire : il serait tout trouvé avec la création en cours par l'Université d'un centre de recherches sur le Proche-Orient, grâce à une relation directe entre les collections et l'enseignement archéologique. Tous les participants se déclarent d'accord sur la nécessité de cette association institut universitaire-musée, concrétisée par la réunion des collections de l'Université et du dépôt des Musées Nationaux ;

- le financement : la Direction des Musées de France accepterait de prendre en charge au titre de l'investissement l'équipement des salles et des réserves liées au dépôt des collections du Louvre ainsi que, pour le fonctionnement, le traitement du conservateur, le reste étant à la charge de l'Université. L'Université envisage, quant à elle, une participation conjointe avec la Ville de Strasbourg, qui propose l'édification d'un bâtiment neuf sur le terrain de l'ancien Arsenal à l'Esplanade avec achèvement dans les cinq ans. La Ville pourrait céder éventuellement le terrain à titre gracieux, en tant que contribution à la réalisation, mais n'entend pas participer directement au financement de l'édifice, en raison des projets et travaux importants déjà en cours dans le cadre des musées municipaux.

La pierre d'achoppement va être - comme toujours en pareil cas - constituée par le problème du financement : le projet n'est pas reconnu par le Ministère de l'Education Nationale dans le cadre de ses opérations prioritaires inscrites au VI^e plan et sombre alors lentement dans le marasme. De plus, le terrain prévu à l'Esplanade étant jugé idéal pour une extension de la Faculté des Sciences Humaines, l'idée d'implanter

3) Note au maire des 13 et 18 mars 1964.

le musée en un lieu plus proche du centre ville fait parallèlement son chemin. La réutilisation d'un bâtiment « ancien » est jugé moins onéreuse et l'on s'oriente donc vers ce nouveau choix.

1972 : un premier programme muséographique

Afin de remettre le projet sur les rails, Pierre Amiet, conservateur en chef du Département des Antiquités orientales du Louvre et successeur d'André Parrot, établit, en collaboration avec Jean-Georges Heintz, professeur à l'Institut de Théologie protestante et chargé de cours à l'Ecole du Louvre, un programme muséographique plus précis. L'inventaire des œuvres qui constitueront la base du dépôt accompagne un rapport de synthèse⁴ qui soutient activement le projet. Sa double vocation culturelle et touristique, mais aussi universitaire et pédagogique, est clairement soulignée. « Les monuments proposés par le Louvre constituent un choix exceptionnel, en ce qu'ils sont parfaitement représentatifs de toutes les civilisations du Proche-Orient et de tous les arts qui s'y manifestèrent. Nous nous sommes efforcés de composer des séries aussi variées et aussi complètes que possible. Toutes les époques sont illustrées, en même temps que toutes les régions. En résumé, un ensemble exceptionnel centré sur l'Orient et à l'image du Louvre. Aucune ville de France ne pourrait offrir un groupement de cette importance et de cette qualité », écrit A. Parrot dans la préface de ce rapport.

L'espace géographique couvert offre, en effet, un champ très large et s'étend du pays de Sumer à Carthage, en passant par la Mésopotamie, l'Anatolie, l'Iran, la Syrie-Palestine, l'île de Chypre. Chronologiquement, les collections s'échelonnent du 4^e millénaire avant J.-C. jusqu'à l'ère chrétienne. Elles illustrent l'histoire et la production artistique des civilisations concernées à travers œuvres d'art (sculptures, bas-reliefs, éléments d'architecture, statuettes...), monuments épigraphiques (stèles, tablettes, plaques avec inscriptions en sumérien, akkadien, ugaritique, palmyrénien, punique...) et objets de la vie quotidienne et religieuse. Des listes-inventaires provisoires accompagnent le dossier, ainsi que trois plans possibles d'implantation, réalisés par Pierre Amiet, en collaboration avec Annie Caubert, pour une superficie d'environ 1000 m².

La vocation double de la nouvelle structure est réaffirmée : tournée vers le grand public, elle doit constituer un pôle d'attraction culturelle et touristique de qualité ; mais elle est investie aussi d'une fonction scientifique et pédagogique majeure dans le cadre de l'enseignement universitaire pour l'archéologie, l'épigraphie, l'histoire des religions et des civilisations... Le projet élaboré par P. Amiet et A. Caubert tient compte de ce caractère spécifique et original du projet strasbourgeois pour y répondre dans les meilleures conditions : il prévoit ainsi non seulement des espaces d'exposition

4) Rapport en vue de la création du Musée National des Antiquités orientales de Strasbourg. Musée du Louvre, Département des Antiquités Orientales - Université des Sciences Humaines de Strasbourg, 15 février 1972.

pour accueillir et présenter les collections, mais aussi des salles pédagogiques et de conférences, des locaux de réserves, sans oublier un bureau pour la future conservation du musée.

Reste à régler le problème du lieu, car l'option d'une implantation sur le terrain de l'ancien Arsenal doit être abandonnée en raison de sa récente affectation à l'Institut d'Etudes Politiques. Victor Beyer, directeur des Musées, qui assure la liaison entre la Direction des Musées de France et la Ville de Strasbourg, évoque les quelques autres lieux possibles⁵ :

- la Grande Boucherie, bâtiment Renaissance occupé par le Musée Historique, mais qui devrait être libéré par le transfert alors envisagé de ce musée dans les locaux de l'ancienne Commanderie Saint-Jean en l'Île Verte après construction d'une nouvelle prison⁶. L'avantage du bâtiment est de présenter un rez-de-chaussée qui pourrait être utilisé dans un délai rapide pour une première implantation et de disposer de vastes espaces aisément cloisonnables dans les étages. L'Université penche nettement en faveur de cette hypothèse ;

- le barrage Vauban, mais malgré la beauté de ses espaces voûtés, il est trop humide et peu propice ;

- et, mais sans conviction, des bâtiments municipaux divers (rue Brûlée, avenue de la Marseillaise, place du Château...) qui seront libérés à court terme par la construction d'un nouveau centre administratif place de l'Etoile.

Le Conseil scientifique de l'Université des Sciences Humaines reprend lui aussi le projet et, dans sa séance du 6 décembre 1971, décide de poursuivre dans cette voie. Cette décision est annoncée à la Ville de Strasbourg et aux musées par M.A. Chevallier, président de l'Université, qui relance, à son tour, le projet. Une réunion est organisée le 11 mars 1972 dans le bureau du Président de l'Université, qui souhaite inscrire la création du musée dans le cadre budgétaire du VII^e plan. Malgré la conjoncture peu favorable, la commission adopte l'idée de la Grande Boucherie en tant que lieu « provisoire », de peur de perdre définitivement l'accord du Louvre. V. Beyer défend activement le projet dans une note adressée à la Ville⁷ en insistant sur le caractère européen de la cité : « C'est à Strasbourg que l'aire de diffusion de ce musée serait la plus vaste, sur le plan européen, n'ayant alors pas d'égale entre Paris et Berlin, entre Oslo et la Méditerranée ».

1973 : un bâtiment et une exposition

Le 2 mars 1973 est évoqué pour la première fois un lieu qui fera enfin l'unanimité auprès des diverses institutions concernées par le projet⁸ : la Faculté de Pharmacie.

5) Note de V. Beyer à l'adjoint Vigny le 7 février 1972.

6) Le choix s'est finalement porté sur la rénovation muséographique du Musée Historique dans ses locaux de la Grande Boucherie et c'est l'Ecole Nationale d'Administration qui va trouver place dans les bâtiments historiques entièrement rénovés de l'ancienne Commanderie Saint-Jean.

7) Note du 5 mai 1972.

8) Lettre de M.A. Chevallier à V. Beyer.

Ce bel édifice de 4200 m² devrait en effet être libéré en 1976⁹, avec la construction de nouveaux locaux universitaires à Illkirch. Le bâtiment, ou une partie du bâtiment, pourrait donc accueillir le musée des antiquités orientales projeté, de même que les instituts d'archéologie qui doivent lui être associés. F.A. Schaeffer, éminent archéologue orientaliste d'origine strasbourgeoise, célèbre fouilleur du site de Ras Shamra en Syrie et membre du Collège de France, apporte sa caution au projet en mars 1973¹⁰ et continue à défendre l'idée d'un premier aménagement au rez-de-chaussée de la Grande Boucherie. Une localisation dans le très bel édifice des Haras Nationaux, daté du 18^e siècle, est suggérée aussi par F.A. Schaeffer comme solution de repli possible. Toutefois, lassé d'attendre une décision ferme et une mise en oeuvre effective, le Louvre finit par déposer une partie des collections au Musée de Marseille.

Afin de soutenir le projet et de lui donner une dimension plus concrète, P. Amiet et V. Beyer conçoivent, en parallèle, en juillet 1972 l'idée d'une exposition temporaire d'archéologie orientale. Le emploi des éléments muséographiques réalisés pour l'exposition est envisagé, afin de réduire le coût d'installation du futur musée. Le soutien de Schaeffer leur est acquis, qui songe à un projet de très grande envergure : « Il serait possible, pour sonder les réactions du public cultivé de Strasbourg, d'organiser dans les salles disponibles sous peu au Musée Historique, une exposition temporaire qui pourrait porter le titre « Découvertes et recherches archéologiques françaises au Proche et Moyen-Orient ». Il se propose de contribuer lui-même à cette exposition par les collections illustrant ses découvertes en Syrie du Nord (Ras Shamra/ Ougarit) et à Chypre. Il ajoute encore, ouvrant plus largement le projet : « Je sais que Damas serait favorable au prêt des principaux monuments de ses musées, à condition que la même exposition puisse ensuite être montrée à Paris. Le Liban de même »¹¹.

Si l'exposition s'avère finalement moins ambitieuse que ne le rêve Schaeffer, elle n'en rencontre pas moins un très grand succès. Sous le titre « Antiquités égyptiennes »¹², elle associe à l'Ancienne Douane, du 12 juillet au 15 octobre 1973, deux collections strasbourgeoises complémentaires : celle de l'Institut d'Égyptologie et celle léguée par Gustave Schlumberger à la Ville de Strasbourg. Plus de 18 000 visiteurs viendront la découvrir.

1976 : la relance du projet par Jean Favière

Nommé directeur des Musées de Strasbourg en 1976, Jean Favière est sollicité par Pierre Pflimlin pour éclairer la municipalité sur le devenir du projet en septembre de la même année. Il reprend alors l'ensemble du dossier, prend contact à nouveau avec l'Université, en la personne de son président Etienne Trocmé, de même qu'avec la

9) Lettre 2 mars 1973 de M.A. Chevallier à V. Beyer.

10) Lettre 12 mars de Schaeffer à P. Quoniam.

11) Lettre du 12 mars 1973 de Schaeffer à P. Quoniam.

12) Catalogue de l'exposition *Antiquités égyptiennes*, Musées de Strasbourg, 1973.

direction des Musées de France par l'intermédiaire de M. de Margerie, directeur du Louvre et Pierre Amiet.

Jean Favière réussit, grâce à son excellente connaissance de la muséographie et son talent d'organisateur, à bâtir un projet cohérent, en collaboration active avec Gérard Siebert, directeur de l'Institut d'Archéologie classique, et Jean Margueron, directeur de l'Institut d'Archéologie orientale. L'option de la Faculté de Pharmacie revient sur le devant de la scène : 2200 m² sont prévus pour accueillir les antiquités orientales déposées par le Louvre, les remarquables collections d'antiquités grecques, romaines et étrusques de l'Université et la collection de moulages entreposée dans les caves du palais universitaire. L'institution est conçue comme un musée (ayant le statut de musée contrôlé) installé dans des locaux de l'Université qui en assureraient la gestion administrative et matérielle. Le comité scientifique intégrerait, outre les représentants de l'Université, le directeur des Musées de Strasbourg et le directeur du Musée Archéologique. La contribution de la Ville de Strasbourg se traduirait, par ailleurs, par le dépôt de la collection d'antiquités du legs Gustave Schlumberger¹³. Et Jean Favière de conclure : « Il n'est pas besoin d'insister sur l'intérêt pour Strasbourg de la renaissance de ce projet : les institutions de cette nature sont exceptionnelles et sont généralement le fait des capitales. Le soutien moral et matériel de la Ville de Strasbourg devrait lui être acquis sans réserve ».

1978 : la Faculté de Pharmacie

Le projet d'implantation dans le bâtiment de la Faculté de Pharmacie, rue Saint-Georges, présenté au nom de la commission d'étude par G. Siebert en 1978, est d'une grande précision. Un avis très favorable y est apporté par Claude Poinssot, en charge de l'archéologie à l'Inspection générale des Musées, en mars 1978.

Le lieu doit associer un Centre d'Archéologie groupant la documentation constituée par les travaux des professeurs d'archéologie de l'Université de Strasbourg en Grèce et en Orient. Son exploitation en sera confiée aux équipes de chercheurs et aux étudiants de thèse de l'Université. L'accueil scientifique et pédagogique sera assuré par le Centre de Recherche interdisciplinaire dans le domaine des sciences de l'Antiquité classique et orientale (CRPOGA). Une implantation détaillée est livrée dans ce même rapport. Au sous-sol de l'ancienne Faculté de Pharmacie prennent place les services techniques du musée, le Centre d'Archéologie et le CRPOGA. Les premier et second niveaux du bâtiment principal abriteront le musée : antiquités égyptiennes et classiques au rez-de-chaussée, antiquités orientales et salle d'exposition au premier étage, avec les ensembles suivants :

- périodes pré-urbaines et urbanisation de l'Orient (notamment Suse et Tello)
- salle des écritures et développement du commerce et de la diplomatie

13) TRAUNECKER (Claude) et SCHWEITZER (Annie), *Strasbourg. Musée Archéologique. Antiquités égyptiennes de la collection G. Schlumberger*, Inventaire des collections publiques françaises, tome 43, Ed. Réunion des Musées Nationaux, Paris, 1998 (283 notices).

- empires et royaumes des 2^e et 1^{er} siècles (Assyrie, Babylone, Perse)
- les artisanats de l'Orient Ancien (métallurgie, orfèvrerie, céramiques, techniques de construction)
- les religions de l'Orient Ancien
- collection d'Égyptologie
- les civilisations périphériques : Chypre et Orient hellénistique et romain
- Antiquités classiques.

Dans le bâtiment annexe sera présentée l'importante collection de moulages de l'Université, avec des réserves au sous-sol. Une salle ouverte au public sera consacrée à Olympie et au Parthénon, une seconde à la sculpture grecque archaïque et une troisième à la sculpture grecque des 5^e et 4^e siècles.

Le procès-verbal de la réunion qui s'est tenue au Rectorat le 16 mai 1978 fournit un excellent état du projet à cette date :

- le statut du musée serait celui d'un musée universitaire contrôlé par la Direction des Musées de France, avec une convention signée entre l'Etat, la Ville et l'Université des Sciences Humaines.

- l'investissement serait supporté par le Ministère des Universités en tant que maître d'ouvrage, avec des subventions importantes du Ministère de la Culture pour l'aménagement muséographique, la présentation et la restauration des collections

- pour le fonctionnement, la question s'avère plus délicate et une participation de la ville est sollicitée.

Tout semble enfin réglé... avant de buter à nouveau sur le problème récurrent du financement ; en raison de son importance, il ne pourrait être pris en compte au mieux par l'Université dans ses prévisions budgétaires qu'en... 1980. Pour la première fois en effet, en novembre 1978, les documents avaient fait état d'un chiffre précis : la remise en état de la Faculté de Pharmacie pour l'installation des UER d'archéologie et du musée (1200 à 1500 m² sur une superficie totale de 2413 m²) ainsi que l'aménagement de divers autres instituts (musicologie, formation continue...) a été estimé à un total de 10 millions de francs (dont 2 à 3 millions pour l'équipement muséographique). L'absence de crédits, tant pour les études que pour la réalisation, renvoya une nouvelle fois le projet aux oubliettes.